

Je choisis l'industrie de l'aluminium

L'industrie de l'aluminium au Québec

- Le Québec est le 4e producteur d'aluminium au monde :
 - 8 alumineries produisant 2,9 millions de tonnes par an;
 - 90% de la production d'aluminium brut du Canada;
 - Des exportations de 9,4 milliards \$, faisant de l'aluminium le 1er produit d'exportation du Québec;
 - 64% de l'aluminium transformé aux États-Unis provient du Québec;
 - Selon l'Association de l'aluminium du Canada, l'emploi de 700 000 travailleurs aux États-Unis dépend de l'accès à notre aluminium.
- L'industrie de l'aluminium génère près de 30 000 emplois directs et indirects au Québec, dont plus de 8 000 dans la production d'aluminium primaire.
- 1 400 entreprises, souvent des PME, transforment l'aluminium au Québec, surtout pour le domaine des transports et de la construction.

Tarifs et contre-tarifs

- Depuis le 12 mars 2025, l'administration Trump impose un tarif de 25% sur l'importation d'acier et d'aluminium et de plusieurs pièces de ces deux métaux aux États-Unis, d'où qu'ils viennent sur la planète;
- Le jour même, Ottawa répliquait en appliquant des contre-tarifs de 25% sur une série de produits américains dont les importations totalisent 29,8 milliards \$, soit le même montant que celui qui est visé par les tarifs de Donald Trump :
 - 12,6 milliards d'acier et de produits en acier;
 - 3 milliards \$ d'aluminium et de produits en aluminium;
 - 14,2 milliards \$ de produits divers (outils, ordinateurs, équipement de sport, etc.).

Perspectives d'avenir et défis

- Nos alumineries ont de l'avenir et sauront s'ajuster à la nouvelle donne :
 - L'hydroélectricité du Québec est un atout irremplaçable;
 - L'aluminium est un métal très en demande dans le monde et l'aluminium québécois, peu polluant, a des atouts uniques;
 - La production d'aluminium primaire aux États-Unis couvre à peine plus de 10% des besoins du pays et il est difficile d'imaginer que la situation change avant plus d'une décennie;
 - Reste que les tarifs de 25% font mal et il faut s'assurer que notre industrie ne soit pas trop mal-en-point en sortant de la crise actuelle;
 - Plusieurs projets sont en cours actuellement : augmentation de la production, notamment d'aluminium recyclé, et poursuite du développement de l'aluminium carboneutre. Ces projets ne doivent pas être interrompus par la guerre commerciale actuelle.

- Le Québec transforme trop peu l'aluminium :
 - Dans bien des cas, l'aluminium brut est exporté aux États-Unis (sujet aux tarifs américains, intégrés dans la prime du Nord-Ouest) puis réimporté sous forme de pièces au Canada (sujet aux tarifs canadiens) pour être ensuite utilisé comme composante par notre secteur manufacturier qui se trouve à payer deux fois;
 - La guerre commerciale actuelle est une occasion unique de développer l'industrie de la transformation.

Le Bloc Québécois demande :

- De l'aide directe aux alumineries:
 - Le Québec a annoncé de l'aide pour l'industrie de l'aluminium, frappée par un tarif de 25% par Donald Trump. Du côté d'Ottawa, il n'y a toujours rien de concret;
 - L'ensemble des montants perçus en contre-tarifs doit être réservé aux secteurs touchés par les tarifs de Donald Trump, au premier chef l'industrie de l'aluminium;
 - Le gouvernement devrait offrir du crédit à des conditions avantageuses pour permettre aux projets en cours d'être menés à terme.
- Développer enfin l'industrie de la transformation
 - Dédier une partie des sommes recueillies en contre-tarifs à un fonds destiné au développement du secteur de la transformation de l'aluminium.
- Faire preuve de souplesse
 - Les contre-tarifs doivent être appliqués de manière à éviter de nous faire mal à nous-mêmes;
 - Lorsqu'un manufacturier utilisant de l'aluminium dans sa production ne peut pas se procurer un produit comparable ailleurs qu'aux États-Unis, il devrait pouvoir demander d'être exempté des contre-tarifs;
 - Cette mesure, évoquée par le gouvernement lors de l'annonce des contre-tarifs, n'est toujours pas en vigueur;
 - Les manufacturiers utilisant de l'aluminium comme intrant s'en trouvent pénalisés.
- La mise en place d'un programme de subvention salariale immédiatement après les élections pour s'assurer que les travailleurs conservent leur lien d'emploi en cas de mise à pied.